



Croissance Inclusive en Afrique sub-Saharienne : La Profondeur et l'Inclusion Financières Comptent-Elles ?

Wytone Jombo

Août 2021 / No.768

Résumé

Cette étude tente de contribuer à la littérature existante en explorant l'effet de l'inclusion et de la profondeur financière sur la croissance inclusive dans 26 pays d'Afrique subsaharienne. En utilisant les régressions de panel à effets aléatoires, les résultats suggèrent que, contrairement à la variable de profondeur financière, l'inclusion financière affecte positivement la croissance inclusive dans la région subsaharienne. Cependant, les résultats observés à des niveaux très élevés d'inclusion financière montrent des effets marginaux décroissants de l'inclusion financière sur la croissance inclusive. Les données de cette étude montrent

toutefois que le canal de transmission entre les indicateurs d'approfondissement financier et la croissance inclusive est faible. L'étude recommande davantage de campagnes d'inclusion financière, en particulier parce que les niveaux d'inclusion financière restent faibles alors qu'ils sont significatifs pour la croissance inclusive.

Introduction

Ce document tente d'examiner si l'inclusion financière est importante pour la croissance inclusive dans les pays d'Afrique subsaharienne (ASS). Jusqu'il y a peu, les principaux arguments dans la littérature sur la finance et la croissance étaient de savoir si la finance mène à la croissance économique ou vice-versa. Comme le résume clairement Murinde (2012), la littérature regorge d'articles qui reconnaissent ou pas que la finance joue un rôle dans la croissance économique. Par exemple, parmi ceux qui reconnaissent le rôle de la finance dans la croissance économique, on trouve les travaux de Lucas (1988 : 6), qui a émis de sérieuses réserves sur le lien entre finance et croissance et a suggéré que la finance était un déterminant surestimé de la croissance économique. Parmi les autres économistes ayant des vues similaires, l'on peut citer Robson (1952) et Miller (1998). D'autres économistes qui ont reconnu l'importance de la finance dans la croissance économique incluent Bagehot (1873), Schumpeter (1912), Goldsmith (1969) et McKinnon (1973). Cependant, les récentes constatations de Law et Singh (2014) suggèrent qu'il existe un effet de seuil entre la finance et la croissance économique. Ces observations suggèrent que le niveau de développement financier est bénéfique pour la croissance économique seulement jusqu'à un certain point ou seuil au-delà duquel un développement financier supplémentaire affecte négativement la croissance économique.

Toutefois, des travaux récents dans ce domaine remettent en question l'exhaustivité de la croissance économique en tant que mesure du progrès national. L'argument est que la croissance doit être inclusive de manière à ce que tous les segments de la société puissent bénéficier de l'expansion économique. On affirme que si la croissance économique n'arrive pas à profiter aux pauvres, une croissance économique élevée pourrait n'avoir aucun sens pour la majeure partie d'une société si les niveaux d'inégalité sont élevés. C'est peut-être la raison pour laquelle l'OCDE (2018) définit la croissance inclusive comme une croissance économique qui crée des opportunités pour tous les segments de la population et distribue les dividendes d'une prospérité accrue, en termes monétaires et non monétaires, de manière équitable dans la société, et que la croissance inclusive est durable et efficace pour réduire la pauvreté. Alors que la littérature du siècle dernier s'est concentrée sur la relation entre le développement financier et la croissance économique basée sur le PIB, cette étude entend se démarquer des études précédentes dans le sens qu'il va déterminer si la finance influence la croissance inclusive, à savoir une croissance qui offre des opportunités équitables aux participants économiques pendant la croissance économique ainsi que les bénéfices encourus par chaque section de la société.

Plus particulièrement, cette étude contribue à la littérature existante de deux manières. Premièrement, l'étude utilise des mesures unifiées de la croissance inclusive pour établir l'existence d'un lien entre la finance et la croissance inclusive. Nous utilisons deux mesures alternatives de la croissance inclusive dans cette étude. La première mesure utilise des indicateurs appropriés de la croissance inclusive, à savoir la croissance, l'emploi, l'infrastructure économique, l'inégalité et l'équité des revenus, y compris l'équité entre les sexes, les capacités humaines et la gouvernance, afin de calculer un indice de croissance inclusive en sollicitant les idées clés de la Banque mondiale, de l'OCDE, de la BAD et du Groupe de la BAD. L'étude utilise également l'indice de développement humain de l'Organisation des Nations unies comme mesure alternative de la croissance inclusive afin de vérifier si les résultats sont toujours cohérents. Il est clair qu'en utilisant des mesures élargies de la croissance inclusive contrairement à la mesure basée sur un seul indicateur, on apportera à la littérature un complément pertinent sur la façon dont d'autres éléments importants du bien-être sont influencés par la finance inclusive. Deuxièmement, l'étude établira si un excès de finance est problématique pour la croissance inclusive. Plus précisément, l'étude déterminera s'il existe un seuil au-delà duquel un financement supplémentaire serait préjudiciable à la croissance inclusive en Afrique subsaharienne, motivé par Law et Singh (2014) qui, dans une étude connexe mais différente, ont trouvé qu'il existe un effet de seuil dans le lien entre la finance et la croissance économique.

Données

La littérature ne parvient pas à un consensus absolu sur la manière de mesurer la croissance inclusive. Le jury ne s'est pas encore prononcé sur les composantes qui devraient constituer la croissance inclusive. Nous avons noté des points de vue différents de la part d'institutions internationales telles que le PNUD, l'OCDE, la BAsD, la BAfD et la Banque mondiale sur ce que la croissance inclusive devrait inclure. C'est un débat sans fin. Cette étude a examiné ces propositions et a sélectionné les éléments clés qui seront utilisés pour construire un indice de croissance inclusive en utilisant une méthodologie proposée par le document de travail de la Banque asiatique de développement élaboré par McKinley (2010).

Conclusion et implications politiques

Cette étude avait pour but de déterminer si l'inclusion et la profondeur financières sont importantes pour la croissance inclusive dans la région de l'ASS. Les données montrent que l'inclusion financière est l'un des déterminants de la croissance inclusive. Cette étude a montré que, si les services financiers doivent être disponibles ou accessibles dans un pays ou une région, cette disponibilité seule pourrait être inutile pour la croissance inclusive si les individus et les institutions n'utilisent pas ces services. Plus important encore, non seulement les gens doivent être

encouragés à utiliser les services financiers, mais il doit aussi y avoir des politiques délibérées visant à minimiser les obstacles à une utilisation intensive des services financiers. L'étude n'a cependant pas réussi à trouver la preuve d'un lien solide entre la profondeur financière et la croissance inclusive dans la région de l'Afrique subsaharienne.

L'étude a observé des effets marginaux décroissants de l'inclusion financière sur la croissance inclusive. Les résultats sont semblables à ceux de Law et Singh (2014), qui ont découvert que le niveau de développement financier n'est bénéfique à la croissance que jusqu'à un certain seuil au-delà duquel un développement supplémentaire de la finance a tendance à nuire à la croissance. En fait, Sahay et al. (2015) ont trouvé des preuves suggérant que les risques de stabilité financière peuvent augmenter lorsque l'accès au crédit est élargi sans supervision appropriée. Leurs conclusions affirment que les tampons financiers diminuent avec un accès plus large au crédit, toutes choses égales par ailleurs, et dans les pays où la supervision est plus faible, l'érosion des tampons est plus importante. Un rapport de la Banque européenne d'investissement de 2013 a révélé que la capacité de supervision bancaire est faible dans de nombreux pays d'Afrique subsaharienne, ce qui reflète non seulement le manque de ressources pour les activités de supervision mais aussi les dispositions législatives déficientes. La région de l'Afrique subsaharienne reste toutefois caractérisée par un niveau d'inclusion financière relativement faible, avec un taux de détention de comptes de 43 %, bien inférieur à la moyenne de 63 % pour l'ensemble des pays en développement. Cela suggère qu'au niveau actuel d'inclusion financière, la région dispose d'une grande marge de manœuvre pour que l'inclusion financière ait un impact sur la croissance inclusive à un rythme croissant.

Au vu des résultats de cette étude, l'inclusion financière doit être encouragée, surtout à un moment où l'inclusion reste faible dans la région. L'un des moyens de promouvoir l'inclusion financière à cet égard peut inclure, sans toutefois s'y limiter, la réduction des tarifs sur les transactions bancaires et d'argent mobile pour permettre à de nombreuses personnes, y compris les marginalisés, d'être prises en compte. Les personnes aux revenus les plus faibles réfléchissent sérieusement avant d'ouvrir un compte bancaire et un compte d'argent mobile. Souvent, elles ne s'inscrivent pas ou se retirent rapidement après l'inscription en raison de certains tarifs et frais de transaction, car ces frais sont importants pour une personne à faible revenu. Une autre façon d'encourager l'inclusion financière est de promouvoir l'éducation financière. Les gens doivent comprendre les avantages d'avoir un compte dans une institution financière ou de faire des économies. Dans la plupart des pays en développement, y compris dans la région de l'Afrique subsaharienne, la promotion de l'éducation financière est restée la responsabilité des banques centrales. Il est peut-être nécessaire que d'autres acteurs interviennent dans ce domaine, tels que les ministères de l'éducation et d'autres agences non-gouvernementales.

Bibliographie

- African Development Bank (AfDB). 2015. African Economic Outlook 2015: Regional Development and Spatial Inclusion. Paris: African Development Bank.
- African Development Bank (2012). “Briefing Notes for AfDB’s Long-Term Strategy: Inclusive Growth Agenda.” Briefing Note No.6: African Development Bank Group.
- Anand, R., R. Mishra and S.J. Peiris. 2013. “Inclusive growth: Measurement and determinants”. IMF Working Paper No. WP13/135 International Monetary Fund, Washington, D.C.
- Aoyagi, C., and G. Ganelli. 2015. “Asia’s quest for inclusive growth revisited”. *Journal of Asian Economics*, 40: 29–46.
- Bagehot, W. 1873. Lombard Street. Homewood, IL Richard D. Irwin.
- Cabeza-García, L., E.B.D. Briob and M.L. Mery Luz Oscanoa-Victorio. 2019. “Female financial inclusion and its impacts on inclusive economic development”. *Women’s Studies International Forum*.
- Claessen, S. and E. Perotti. 2007. “Finance and inequality: Channels and evidence”. *Journal of Comparative Economics*, 35(4): 748–73.
- Commission on Growth and Development (CGD). 2008. The Growth Report: Strategies for Sustained Growth and Inclusive Development. Washington, D.C.: Commission on Growth and Development.
- Corrado, G. and L. Corrado. 2017. “Inclusive finance for inclusive growth and development”. *Current Opinion in Environmental Sustainability*, 24: 19–23.
- Demirgüç-Kunt, A. and L. Klapper. 2012. “Financial inclusion in Africa: An overview”. World Bank Policy Research Working Paper No. 6088. The World Bank, Washington, D.C.
- Demirgüç-Kunt, A. and L. Klapper. 2013. “Financial inclusion in Africa: A snapshot”. In *Financial Inclusion in Africa (2013)*. African Development Bank.
- Demirguc-Kunt, A., L. Klapper and D. Singer. 2013. “Financial inclusion and legal discrimination against women”. Policy Research Working Paper No. 6416. The World Bank, Washington, D.C.
- Demirguc-Kunt, A., L. Klapper and D. Singer. 2017. “Financial inclusion and inclusive growth: A review of recent empirical evidence”. Policy Research Working Paper No. The World Bank, Washington, D.C.
- Department for International Development (DFID). 2004. “The importance of financial sector development for growth and poverty reduction”. In Policy Division Working Paper No.030 London: Policy Division, Department for International Development.
- Dupas, P., S. Green, A. Keats, and J. Robinson. 2012. “Challenges in banking the rural poor: Evidence from Kenya’s Western Province”. At <https://www.nber.org/papers/w17851>.
- Fafchamps, M. 2013. “Credit constraints, collateral, and lending to the poor”. In 20th Anniversary Special Issue of the *Revue d’Economie du Développement*. University of Oxford.
- Goldsmith, R. W. (1969). “Financial Structure and Development”. New Haven, CT, Yale University Press.
- Greenwood, J. and B. Jovanovic. 1990. “Financial development, growth, and the distribution of income”. *Journal of Political Economy*, 98: 1076–1107.

- Ianchovichina, S. and E. Lundstrom. 2009. "Inclusive growth analytics: Framework and application". World Bank Working Paper No. 4851. The World Bank, Washington, D.C.
- Kakwani, N. and E. Pernia. 2000. "What is pro-poor Growth?" *Asian Dev Rev*, 16: 1–22.
- Kanbur, R. and G. Rauniar. 2009. *Inclusive Growth and Inclusive Development: A Review and Synthesis of Asian Development Bank Literature*. Manila: Asian Development Bank.
- Khan A., Khan G., Safdar S., Munir S. and Andleeb Z. (2016). "Measurement and Determinants of Inclusive Growth: A Case Study of Pakistan (1990-2012)", *The Pakistan Development Review* 55:4 Part II (Winter 2016) pp. 455–466.
- Kim, J.H. 2016. "A study on the effect of financial inclusion on the relationship between income inequality and economic growth". *Emerging Markets Finance & Trade*, 52: 498–512.
- Klasen, S. 2010. *Measuring and Monitoring Inclusive Growth: Multiple Definitions, Open Questions and Some Constructive Proposals*. Manila: Asian Development Bank.
- Law S.H and Singh N (2014). "Does too much finance harm economic growth?" *Journal of Banking & Finance*, Volume 41, 2014, Pages 36-44.
- Lucas, R.E. 1988. "On the mechanics of economic development". *Journal of Monetary Economics*, 22: 3–42.
- McKinley, T. 2010. "Inclusive growth criteria and indicators: An inclusive growth index for diagnosis of country progress". ADB Working Paper No. 14. Asian Development Bank, Manila.
- McKinnon, R.I. 1973. *Money and Capital in Economic Development*. Washington, D.C.: Brookings Institution.
- Miller, M. (1998). "Financial Markets and Economic Growth." *Journal of Applied Corporate Finance* 11(3): 8–14.
- Murinde, V. 2012. "Financial development and economic growth: Global and African evidence". *Journal of African Economies*, 21 (Suppl 1): i10–i56.
- Ngepah, N. (2017). "A review of theories and evidence of inclusive growth: an economic perspective for Africa" *Current Opinion in Environmental Sustainability*, Volume 24, 2017, Pages 52–57.
- Organization for Economic Cooperation and Development (OECD). 2016. *Policy Shaping and Policy Making: The Governance of Inclusive Growth*. OECD.
- Organization for Economic Cooperation and Development (OECD). (2018). "The OECD Inclusive Growth Framework", in *Case Studies on Leaving No One Behind: A companion volume to the Development Co-operation Report 2018*, OECD Publishing, Paris.
- Ravallion, M. 2004. "Pro-poor growth: A primer". World Bank Working Paper No. 3242. *The World Bank, Washington, D.C.*
- Sahay, R., Čihák, M., N'Diaye, P., Barajas, A., Bi, R., Ayala, R., Gao, Y., Kyobe, A., Nguyen, A., Saborowski C., Svirydzhenka, K. and Yousefi S.R (2015). *Rethinking Financial Deepening: Stability and Growth in Emerging Markets*. Washington, D.C.: International Monetary Fund.
- Schumpeter, J.A. 1912. *The Theory of Economic Development*. Cambridge, MA: Harvard University Press.
- Stuart, E. 2011. *Making Growth Inclusive: Some Lessons from Countries and the Literature*. Growth (Lakeland).
- United Nations Development Programme (UNDP). 2017. *UNDP's Strategy for Inclusive and Sustainable Growth*. New York: United Nations Development Programme.

World Bank. 2013. "Africa continues to grow strongly but poverty and inequality remain persistently high". The World Bank Press Release, 7 October.

World Bank, 2014. "Global Financial Development Report 2014: Financial Inclusion". World Bank Washington, D.C. Wooldridge, J.M. 2019. *Introductory Econometrics: A Modern Approach*. Cengage Learning.



Mission

Renforcer les capacités des chercheurs locaux pour qu'ils soient en mesure de mener des recherches indépendantes et rigoureuses sur les problèmes auxquels est confrontée la gestion des économies d'Afrique subsaharienne. Cette mission repose sur deux prémisses fondamentales.

Le développement est plus susceptible de se produire quand il y a une gestion saine et soutenue de l'économie.

Une telle gestion est plus susceptible de se réaliser lorsqu'il existe une équipe active d'économistes experts basés sur place pour mener des recherches pertinentes pour les politiques.

www.aercafrica.org/fr

Pour en savoir plus :



www.facebook.com/aercafrica



www.instagram.com/aercafrica_official/



twitter.com/aercafrica



www.linkedin.com/school/aercafrica/

Contactez-nous :

Consortium pour la Recherche Économique en Afrique
African Economic Research Consortium

Consortium pour la Recherche Économique en Afrique

Middle East Bank Towers,

3rd Floor, Jakaya Kikwete Road

Nairobi 00200, Kenya

Tel: +254 (0) 20 273 4150

communications@ercafrica.org